

Alain LEFEVRE
Géomètre – Expert immobilier
5, rue Charles SANGLIER
45000 ORLEANS
Port. : 06 18.09.90.61
Mail : diagnosticslg@gmail.com

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE POUR ETABLISSEMENT DU CONSTAT ETABLI A
L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI**

En application de l'article R.1334-15 du décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 et de l'arrêté du 12 décembre 2012, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
Dans le cadre de la vente, les propriétaires d'immeubles d'habitation font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B pouvant contenir de l'amiante.

DESIGNATION DU PROPRIETAIRE ET DE L'IMMEUBLE

Nom – Prénom	:	MME. CHAMIE TANYA
Numéro - Rue	:	25/27, rue Corentin Cariou
Code postal - Ville	:	75019 PARIS
Etage	:	ESC. C – 1 ^{er}
Porte	:	Face gauche
Lot N°	:	145 + cave
Nombre de pièces	:	2 + cave

DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom – Prénom	:	Idem
Numéro - Rue	:	
Code postal - Ville	:	

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrite ci-après :

-
- **Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante**

Visite effectuée le 10-08-2016

Nom de l'opérateur de diagnostic: Monsieur Philippe GAULT
Certificat de compétence n° ODI 11107399

Délivré par AFNOR

Fait à : Paris

Le : 10-08-2016

LOCAUX VISITES

Entrée + placard, cuisine, Salle d'eau + WC, Chambre, Séjour, cave

LOCAUX NON VISITES

NEANT

REFERENCES REGLEMENTAIRES

- Décret 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant les décrets 2001-840 du 13 septembre 2001, 97-855 du 12 septembre 1997, 96-97 du 7 février 1996 relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Norme NF X 46-020 relative au repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 7 février 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages, faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 7 février 1996 relatif aux conditions d'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis.
- NF X 43-050 de janvier 1996. Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscope électronique à transmission (MET) méthode indirecte et microscopie optique à lumière polarisée (MOLP).
- Circulaire n°290 du 26 avril 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis. (Réf. DGS/VS3/DRT/CT4/DHC/TE1/DPPR/TD)
- Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique « amiante », au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités de repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n°96-97 du 7 février 1996.
- Articles R 1334-15 à R 1334-29 du Code de la Santé Publique (nouvelle partie réglementaire) relatifs à l'exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Code de la santé publique dont annexe 13.9 modifié par le décret n° 2011-629 du 3 Juin 2011
Relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 12 Décembre 2012

DEFINITION DE LA MISSION ET PROGRAMMES DE REPERAGE

La mission comprend d'une part, la recherche des flocages, calorifugeages et faux-plafond susceptibles de contenir de l'amiante (liste A) et d'autre part, la recherche de composants de la construction comprenant les parois verticales intérieures, les planchers, plafonds, les conduits, canalisations et équipements intérieurs. Les éléments extérieurs (liste B) dont la liste exhaustive et le tableau sont joints aux articles R 1334-20 et R 1334-21 du décret n° 2011-629 du 3 juin 2011.

Contenu : identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante (repérage visuel et sondage non destructifs) susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agressions mécaniques résultant de l'usage des locaux ou générés à l'occasion d'opération d'entretien ou de maintenance.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition (art. 1334-27 du code de la santé publique modifiant l'art. 10-4 du décret n° 96-97 modifié), ni du repérage avant travaux

PROGRAMMES DE REPÉRAGE DE L'AMIANTE MENTIONNÉS AUX ARTICLES R. 1334-20, R. 1334-21

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/ volets coupe-feu. Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Aucun composant ou partie de composant de la construction des listes A et B (art. R 1334-20 et R 1334-21) pouvant être amianté n'a été repéré.

Le diagnostic est négatif

CONCLUSION

Dans le cadre de la mission ci-avant définie, aucun élément et produit amianté repéré dans les locaux visités

CONDITIONS SPECIFIQUES DU PRESENT REPERAGE D'AMIANTE

La mission limite ce repérage aux matériaux accessibles sans travaux destructifs entraînant réparation, remise en état ou ajout de matériau ou faisant perdre sa fonction au matériau (technique, esthétique....).

En conséquence :

- . Ne peuvent être réalisés des sondages ou prélèvements sur certains matériaux
- . Les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiant ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Consignes générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre des mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux et produits contenant de l'amiante. Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10 – 2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à la connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I de l'arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique amiante, prises pour l'application de l'article 10-3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement ...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des consignes pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A. – Consignes générales visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante.

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission des poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment)
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafond sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans les boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut-être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;

- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.
Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation en dehors de la zone de travail.

Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchet à proximité immédiat de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B. – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante.

Stockage des déchets sur le site.

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes que le personnel de l'entreprise de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers des sites adéquats.

Elimination des déchets.

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installation de stockage ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur des palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages calorifugeages et cartons d'amiante) et les déchets dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes.

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.